

Qu'attend le Maroc des Marocains du monde?

Ambigüités, zones d'ombre et «politique politicienne»...

Selon les sources, les chiffres varient. Pour d'aucun, il y aurait 3,5 millions d'originaires du Maroc vivant hors du pays de naissance (ou de naissance des ascendants immédiats), pour d'autres, ils seraient plutôt 4,5 millions. Le dernier chiffre est à notre sens bien plus proche de la réalité. Les statistiques les plus couramment citées, trois millions et demi, ne tiennent par exemple pas compte, pour des raisons évidentes, des 830 mille marocains vivant en Israël (800 000 de confession juive mais également environ 30 000 de confession musulmane); elles n'incluent pas non, plus par ignorance, les milliers de marocains qui vivent dans certains pays d'Afrique subsaharienne (dans des camps de réfugiés en Somalie, au Soudan, les descendants des militaires des contingents marocains intervenus au Shaba dans les années 60 etc.); elles ne font nullement état des migrations vers l'Amérique Latine, l'Asie et l'Océanie, certes flux mineurs, mais dont l'accumulation finit en chiffres conséquents; pour finir, elles ne peuvent intégrer l'émigration clandestine, par définition inquantifiable.

De la force de travail à la fuite des cerveaux

Le phénomène de l'émigration n'est cependant pas nouveau. On connaît les instincts grégaires de nos concitoyens, leur côté Ulysse illustré par tous les grands voyageurs meublant notre histoire dont notamment Al Idrissi qui fut le premier à élaborer une carte faisant état de l'existence du continent américain donnant ainsi un précieux outil à Christophe Colomb et Ibn Batouta dont Marco Polo ne fut qu'un pâle disciple. Il n'a pas toujours mesuré et étudié. Dans ses manifestations contemporaines, lorsque dans l'après seconde guerre mondiale, pour répondre aux besoins de l'Europe en main d'œuvre, le Maroc a commencé à exporter de la force de travail pour la reconstruction du vieux continent dévasté, on a commencé à tenir des statistiques. Cette période marque aussi le début de la réflexion sur ces mouvements massifs; on est parti dans cette voie sur la base d'hypothèses erronées. Ainsi, on a longtemps considéré que la migration était un phénomène temporaire, que tous les «zmagrias» reviendraient au pays une fois le travail terminé dans le secteur du bâtiment en France ou dans les mines de Belgique. Dans le contexte maro-

cain de l'époque, marqué par des luttes pour le pouvoir qui ont eu pour corollaire les Années de plomb, ce retour possible était potentiellement dangereux puisqu'il était susceptible de ramener au pays d'origine des idées révolutionnaires, le ferment de troubles politiques et un grand risque pour la stabilité sociale et le système étatique en place. Il convenait dès lors d'assurer un contrôle social sur la population émigrée, dans une approche tout sécuritaire dont l'expression sur le terrain a été la création des «Amicales de travailleurs marocains» en France et ailleurs.

La sinistre mémoire des Amicales

On sait ce que furent et firent ces Amicales : un ramassis de «barbouzes» et de gens peu scrupuleux qui, au prix de quelques prébendes et privilèges, faisaient un «sale boulot» et s'imposaient par la peur, sans souci de la rupture qui s'aggravait ainsi entre les émigrés; y compris ceux qui n'étaient pas de la simple main d'œuvre, mais de plus en plus souvent des personnes (étudiants, cadres etc.) en quête d'un statut de citoyens et non pas de sujets obéissants, de plus en plus nombreux et quelles que soient les raisons déclarées de leur départ du pays d'origine et qui pouvait épouser une nouvelle citoyenneté sans toutefois jamais cesser d'aimer le pays de leurs ancêtres et lui vouloir le meilleur.

Depuis, la situation a remarquablement évolué. Au rythme de la vie des nations, c'est-à-dire dans la durée. Le Maroc a appris à laisser s'exprimer ses doutes, ses malaises et ses contradictions et à chercher les moyens de les surmonter au lieu de se contenter de les réprimer; des progrès considérables ont ainsi été enregistrés notamment au plan démocratique et du statut des personnes, de la réparation des erreurs du passé, de la projection dans l'avenir et de la maîtrise des moyens de rendre possible un futur meilleur. Dans le cas des communautés émigrées - qui s'appellent désormais les Marocains du Monde - on a fini par comprendre que les migrations marocaines n'avaient rien de temporaire, que le retour au pays ne se ferait jamais plus de manière définitive mais bien plus dans le cadre d'une mobilité qui est désormais une source de progrès et non pas de perturbation de l'ordre social. Des politiques en ce sens, parfois inspirées d'exemples venus

d'ailleurs, ont commencé à être mises en place, à l'initiative d'institutions mais aussi d'entreprises publiques ou privées ou de fondations, voire d'associations à but non lucratif.

Initiatives de progrès et résistances de la médiocrité

On s'est alors aperçu que le rétablissement des liens entre les Marocains du monde et le Maroc ne pouvait se satisfaire de ces politiques, sans doute animées de bonne foi, mais trop souvent ponctuelles au point d'en devenir contre-productives. La conclusion évidente de ce constat est rapidement tombée : aucune politique ne sera jamais bonne si elle ne trouve pas son fondement dans une ligne stratégique, établie en toute connaissance de cause et fruit d'une réflexion menée de manière autonome. Cette conviction, qui est celle de l'État marocain à son sommet, a été au cœur d'un discours Royal, prononcé le 6 novembre 2006 et dont allait naître, seulement un an plus tard donc avec une célérité remarquable, un organisme en charge de cette mission était créé. Le Conseil de la Communauté Marocaine à l'Étranger est né le 27 décembre 2007 et était investi de la charge de mener les études nécessaires en vue d'une part, d'émettre des avis sur des questions revêtant un caractère d'urgence et, surtout dans un délai raisonnable, d'élaborer un rapport contenant des recommandations pouvant aider à la mise en place d'une stratégie, aussi complète que possible, adaptée aux attentes réciproques du Maroc et des Marocains du monde, pluri-générationnelle, proactive et prospective, constituant, en résumé, un outil efficace de bonne gouvernance de la relation Maroc-Marocains expatriés.

Le cas CCME

Comme toute décision Royale, celle portant création du CCME allait être unanimement applaudie; mais très vite, certaines attitudes, même chez des décideurs politiques, amènent une caution quand à la sincérité de ces applaudissements des premiers jours. Parmi les vieux démons du Maroc figure ainsi cette forme de résistance qui, parfois seulement par exercice d'inertie, parviennent à vider les initiatives les plus louables et les plus porteuses de progrès, de tout contenu et de toute substance. Dans le cas du CCME par exemple, nombreux sont ceux qui sont subite-

ment sortis de leur léthargie pour se mettre à l'ouvrage, multiplier les annonces et les projets destinés aux MdM, comme pour dire «ce que le CCME va recommander dans quatre, nous le faisons déjà!». En inscrivant ainsi le Conseil au chapitre des structures inutiles, on tente de l'empêcher de s'inscrire dans le paysage politique et de faire du résultat de ses recherches et réflexions - qui pourrait venir mettre fin à un certain nombre de situations indues - un gadget.

Zones d'ombre et «politique politicienne»

Pas besoins de chercher loin pour trouver qui est derrière ces menées : si les Amicales des années 60-70 sont mortes, la culture et les nostalgiques des amicales sont bien vivants et ne sont pas prêts de renoncer à ce qui reste de leurs privilèges ou ambitions et appétits de gloire et d'argent. Tapis dans l'ombre, disséminés à différents niveaux hiérarchiques dans différentes institutions (y compris à l'intérieur du CCME à la faveur de petites erreurs de casting!), habiles en manipulation, ne rechignant à rien même de vil, ils continuent comme au bon vieux temps, cachés derrière des vitrines associatives, cultivant les discours populistes et le dénigrement de tout ce (et ceux) qui peut (peuvent) éventuellement les déranger, ils arrivent encore à infléchir même des décisions publiques! La situation est d'autant plus inquiétante que des hommes politiques font dans la politique politicienne avec les Marocains du Monde et sous couvert de «compromis», finissent par tomber dans les compromissions. Ce n'est sans doute pas la meilleure manière de donner raisons à ceux parmi les émigrés qui, après s'être longtemps mis en réserve de marocanité, ont été séduits par la dynamique nouvelle enclenchée au pays d'origine, et ont, partout à travers le monde, pris le parti de revenir en scène et de tenter d'alimenter cette dynamique. C'est pourquoi, en page suivante, nous tentons de jeter quelques lumières sur les «zones d'ombre» qui noircissent encore le tableau, avec l'espoir, ferme, que cela sera utile à quelque chose.

Abdelghani Dades
Éditeur Atlas.Mtl
www.atlasmedia.ca